

## Burundi : le parti au pouvoir accuse les bailleurs de financer les putschistes

@rib News, 15/10/2015 â€“ Source Xinhua Le parti au pouvoir au Burundi, le CNDD-FDD, a accusé jeudi les bailleurs techniques et financiers traditionnels du Burundi de financer les putschistes et doivent à ce titre comparaître devant la justice. "A l'heure où nous sommes, le parti CNDD-FDD et le gouvernement qui en est issu ont compris que même le dialogue inter-burundais mis en avant risque d'être perturbé aussi longtemps que les bailleurs de fonds du maintien de la division dans le pays n'auront pas comparu devant la justice", a déclaré sur les ondes de la radiotélévision nationale, Gélase Ndabirabe, porte-parole du parti CNDD-FDD.

Il dit qu'ils (les bailleurs) gratifient aux bénéficiaires des aides par la main gauche qu'il retire par la main droite sans s'empêcher d'affirmer que le pays ne peut rouler que sur des aides. Il ajoute que "plus de 80% des appuis retournent aux donateurs à travers de multiples consultances et experts internationaux" alors que "le pays dit bénéficiaire n'en reçoit que 20% alors qu'il est obligé de rembourser la totalité des 100%". Tout cela se trouve dans un communiqué du parti où le président de ce parti dit que son parti s'insurge contre les tueurs qui se comportent comme ceux de Boko Haram, Al Shebab et Al Qaeda. Il affirme que "ces ennemis de la paix sont soutenus par des pays colonisateurs qui ne souhaitent pas que le Burundi soit uni afin de développer", avant d'ajouter que cela "signifie qu'ils veulent ramener le Burundi sous la colonisation". Notons que le gouvernement burundais a dernièrement retiré son agrément à l'Ambassadeur du Royaume de Belgique au Burundi, retrait d'une dégradation de confiance selon une source officielle. En date du 13 mai 2015, un groupe de militaires a tenté de renverser le pouvoir de Bujumbura et depuis, plusieurs officiers et soldats ont déserté l'armée et se sont exilés à l'étranger. Ban Ki-moon veut une enquête sur la mort de civils au Burundi @rib News, 15/10/2015 â€“ Source AFP Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a réclamé jeudi une enquête sur la mort de neuf civils et de deux policiers mardi à Bujumbura dans des "changements de tirs intenses" dans plusieurs quartiers de la capitale burundaise. Parmi les civils tués figure un employé de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), Evariste Mbonihankuye, précise un communiqué de l'ONU. Les victimes civiles "ont été apparemment abattues à bout portant". M. Ban "demande instamment aux autorités burundaises d'entreprendre une enquête rapide et rigoureuse" sur ces "crimes méprisables" afin de poursuivre les responsables en justice. Un précédent bilan de la police burundaise faisait état d'au moins six personnes tuées dont un policier tué dans ces violences, survenues dans un quartier contestataire de Bujumbura. D'après plusieurs habitants du quartier, des membres d'une unité de l'armée se sont livrés à "un véritable massacre" dans le quartier de Ngagara, où ils ont "exécuté" par balles au moins sept civils. Le Burundi a plongé dans une grave crise politique à l'annonce fin avril de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat contesté par l'opposition et la société civile. Depuis sa réélection en juillet, les violences se sont intensifiées, avec des assassinats de personnalités des deux camps, des attaques contre la police et des exécutions sommaires.